REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL/N°74. JUIN 1980/3ff./30fb./2fs./0.70cts.can.

DROITE, GAUCHE, SYNDICATS, GAUCHISTES:



ILS ORGANISENT LA REPRESSION...



●Le 13 mai, Alain Begrand se tue en tentant d'échapper aux flics qui chargent sur le campus de Jussieu.

Aussitôt les partis de droite tentent de faire passer ce MEURTRE pour un accident, et justifient la répression qui s'abat de plus en plus sur tous ceux, étudiants, ouvriers, chômeurs, français, immigrés, qui refusent l'austérité légale, le chômage légal, l'oppression légale, la répression légale.

Aussitôt les partis de gauche, les syndicats, les gauchistes, pseudo-défenseurs des exploités et des opprimés, nous disent qu'Alain Begrand, chômeur, n'avait rien à faire sur le campus de Jussieu ce 13 mai, qu'il était étranger à la circulaire Imbert.

Mais le refus des étudiants de cette circulaire c'est aussi la révolte contre l'arbitraire de l'Etat, l'austérité, la perspective de chômage. Et si dans certaines villes, le mouvement a été déterminé mais calme, des explosions de colère ont éclaté à Caen, Grenoble et, ces derniers jours à Jussieu. Là, la répression de la bourgeoisie a été immédiate et violente ; s'il faut la mort d'un manifestant pour la révéler dans toute son horreur, elle montre aussi la peur qu'elle a de voir se développer aujourd'hui et demain les explosions sociales. Déjà, à Caen, le mois dernier, une manifestation est chargée sans sommation ni raison par les flics.

A Grenoble, ils attaquent alors que des pourparlers sont en cours. A Belfort, il y a trois mois, des chars de l'armée s'exerçaient à la guerre civile dans une cité de HLM.

MAIS SI LES CRS N'ONT JAMAIS REUSSI A BRISER LA COMBATIVITE, LA GAUCHE, ELLE, TENTE DE LE FAIRE :

- Dans la manifestation de mercredi 14 mai, l'UNEF (PC) et l'UNEF Réunifiée (OCI-LCR) se retrouvent pour crier bien fort : "Non au décret Imbert"! "Non aux provocateurs".

"Non au décret Imbert" ?

Ce décret qui est la continuation de la loi Stoléru et qui vise au contrôle de l'immigration... Il faut rappeler que les partis de gauche ont voté au parlement de lois sur le contrôle de l'immigration. Et que nos camarades immigrés de la Sonacotra se sont affrontés dans leurs luttes non seulement aux CRS mais aux syndicats et aux partis de gauche.

"Non aux provocateurs" ?

Tel est le vrai problème pour la gauche. Car rien ne vaut une bonne ballade "démocratique", "pour les droits de l'homme", pour fatiguer, décourager, diviser les éléments les plus combatifs des autres et les LIVRER A LA POLICE.

Souvenons-nous que cette technique a été employée à Caen en novembre 1978 où les chômeurs et jeunes s'affrontaient aux flics, puis à LONGWY et, particulièrement le 23 mars à Paris.

SUITE PAGE 3

...PRENONS NOS LUTTES EN MAINS !

SI LES CRS N'ONT PAS REUSSI A BARRER LE CHEMIN DE LA LUTTE DE CLASSE, LES SYNDICATS ET LA GAUCHE, EUX,Y SONT ARRIVES POUR LE MOMENT

●Depuis deux ans, les besoins vitaux de la lutte ont percé, se sont exprimés à travers la combativité prolétarienne qui s'est manifestée en Europe.

En premier lieu, la capacité d'auto-organisation de la classe s'est affirmée, notamment lors de la grève des dockers de Rotterdam en septembre 79, où toutes les initiatives étaient prises par un comité de grève élu par l'Assemblée générale au mépris de "l'action syndicale".

Un des problèmes auquel le prolétariat s'est trouvé le plus régulièrement confronté a été la nécessité d'étendre et de généraliser la lutte. L'expérience de "piquets volants" dans la grève des cammionneurs anglais témoigne de la potentialité des tentatives de la classe de renverser les barrières des ateliers, des usines, des catégories, des corporations, des régions. De telles tentatives se sont traduites aussi par les contacts établis entre sidérurgistes lorrains et travailleurs immigrés des foyers Sonacotra en 79 à Garges, ou à Woippy, près de Longwy.

Mais cette extension ne serait pas possible sans mouvement spontané d'autres secteurs pour se joindre à la lutte. Ainsi, les poussées de solidarité du "secteur privé" envers le "secteur public" ont été un facteur important du renforcement de la lutte en Grande-Bretagne, lors des grèves de l'automne dernier.

Autre nécessité mise en avant par les luttes ouvrières, celle de s'attaquer à l'ennemi central: l'Etat capitaliste.

Les mesures d'austérité, l'extension du chômage, le programme de licenciements de la sidérurgie planifié par l'Etat, les limitations des hausses salariales exigées par le gouvernement ont conduit les populations ouvrières de Longwy, Denain, Caen, Cherbourg, à de véritables émeutes, à s'attaquer aux représentations de l'autorité publique tels que commissariats, préfectures, centre des impôts et à s'affronter directement à la police de l'Etat, faisant éclater le cadre légal des luttes, où tentait de les enfermer la bourgeoisie.

Même si ces nécessités sont apparues par bribes, de façon très fragmentaire, aucune lutte n'ayant pu emmagasiner suffisamment de force et de conscience d'elle-même pour reconnaître la totalité de ses besoins, leur expression marque un pas important qui vient confirmer la reprise du combat prolétarien sur un terrain de classe.

L'expression de ces besoins représente une menace directe pour la bourgeoisie. Et cela, la bourgeoisie le sait. Le changement d'attitude des syndicats et de la gauche dont la tâche essentielle au sein de l'appareil bourgeois est le maintien de la classe ouvrière dans les chaînes de l'exploitation, en constitue la traduction la plus claire.

SUITE PAGE 2

Sommaire

74

M 2435-82-3 F

GREVES, REPRESSION ET EXPLOSIONS SOCIALES

● *La possibilité de guerre, l'éventualité d'une guerre, la nécessité de se préparer à la guerre, ont fait une entrée massive et fracassante sur les ondes de radio, dans les journaux, dans les propos des hommes politiques.*

Depuis l'invasion russe en Afghanistan surtout : le renforcement du dispositif de missiles atomiques en Europe; l'accroissement des crédits militaires; les réunions du commandement unifié de l'OTAN aussi bien que des membres du pacte de Varsovie; la campagne belliciste des Etats-Unis au nom de la "faiblesse" du bloc occidental face à l'ennemi russe; tout cela constitue les signes d'un net infléchissement d'une situation dans laquelle la bourgeoisie est contrainte d'envisager de plus en plus directement des objectifs guerriers : face à la crise toujours plus profonde de ses mécanismes économiques, elle est contrainte à cette fuite en avant.

Ces menaces de guerre sont-elles les conséquences d'une "mauvaise politique" à laquelle pourrait se substituer une "bonne politique" pacifiste tendant à l'harmonie dans les rapports internationaux ? Non. Quels que soient les gouvernements en place, ces préparatifs sont imposés à la bourgeoisie de droite comme de gauche, de l'Est comme de l'Ouest. Ils sont imposés par l'effondrement lent mais ininterrompu du système d'exploitation capitaliste depuis plus de dix ans.

Des nations telles que le Brésil dont le "miracle économique" s'est envolé en fumée, ou la Suède dont le "modèle social" est en train de s'écrouler, les USA où la grève des transports a mis à mal la "solidarité nationale", ou le Japon qui a été secoué de grèves violentes récemment montrent l'ampleur de l'ébranlement du système, et les exigences accrues que la crise impose à la bourgeoisie.

Toute l'histoire de ce siècle est celle d'un cycle ininterrompu de crise-guerre-reconstruction-nouvelle crise. Elle trouve le monde aujourd'hui à nouveau aux prises avec une crise généralisée dont l'issue capitaliste est celle qui par deux fois déjà a saigné la planète : la guerre généralisée.

SUITE PAGE 4

GREVE DES NETTOYEURS du METRO à PARIS:

UNE VICTOIRE POUR LES SYNDICATS, PAS POUR LES OUVRIERS

Si la CFDT a fait tant de bruit sur la victoire des ouvriers du nettoyage, c'est pour proclamer son propre succès à leurs dépens. Dans le même temps, l'opération sur les nettoyeurs a permis à la CFDT de réaliser le même type d'"affaire" que la CGT vis-à-vis de l'Alsthom : redorer le blason syndical par devant toute la classe ouvrière, pour mieux entraver le mouvement montant de sa colère. Les nettoyeurs du métro n'ont pas emporté de victoire: ni au plan des revendications, ce qui est encore le moins grave, ni, surtout, quant à la préparation de la lutte future.

l'échec immédiat de la lutte

● En mettant en scène, avec tracts ronflants à l'appui, défilé-exhibition au premier mai, une prétendue victoire des négociations, la CFDT veut surtout parachever son travail de sabotage : éviter que les nettoyeurs ne s'interrogent sur les faux "acquis", prélude à une véritable reflexion de classe sur la conduite même de la lutte. Dans le défilé du ler Mai, on vu un Edmond Maire, dégoulinant de jovialité, envoyer dans le dos des travailleurs du nettoyage de répugnantes bourrades paternalistes du type :"Hein, ce n'est pas mal ? On n'a pas tout obtenu, mais c'est une grande victoire quand même." Rouerie insigne de capitaliste !"

Tout ce qui était capital pour les travailleurs, tout ce pour quoi ils avaient déjà lutté en 1977 et qu'ils n'avaient déjà pas obtenu alors : salaires alignés sur ceux des ouvriers de la voierie, 13ème mois, paiement à 100% des heures du dimanche, n'a reçu l'ombre d'une satisfaction. Et encore moins la question cruciale des licenciements qui, à l'inverse des bobards de la CFDT, n'a pas été levée, mais ajournée ou travestie sous forme de non remplacement des partants à la retraite et autre rapatriables" volontaires". Tout ce que les nettoyeurs ont "gagné" de substantiel, c'est... l'engagement patronal d'un calendrier de revalorisation du salaire de base d'ici... à Juillet 1982. Une telle promesse, nulle part le capitalisme en crise ne le garantit aux ouvriers, ainsi que les travailleurs de la fonction publique peuvent le dire aujourd'hui.Il faudra que les travailleurs du métro lutte pied à pied pour la simple mise en application du moindre point de l'accord signé sur leur dos. C'est cela le triomphe? Les ouvriers du métro sont-ils prêts à cette lutte?

le niveau réel de l'échec

Si importants que soient pour les ouvriers les résultats immédiats de leur lutte, c'est surtout en tant que cette lutte a préparé l'avenir, son avenir de classe, qu'elle est une expérience irremplaçable. C'est à la capacité que chacune de ses luttes ponctuelles a de préparer l'avenir du combat que la classe ouvrière doit mesurer son affaiblissement ou son renforcement.

Dans notre précédent article à propos de la grève de 1980 (RI n°73), nous avons déjà montré comment, du point de vue du développement de la lutte de classe, ses faiblesses apparaissaient en comparaison du précédent conflit de 1977, relevant principalement le chapeautage de son organisation par le syndicat et la conséquence qui en découle, une capacité d'initiative moindre à l'extension. Pour mesurer cette faiblesse, il n'est que de se poser la question : qu'a fait la lutte des nettoyeurs pour chercher à s'étendre au secteur ouvrier le plus directement relié à eux, celui des ouvriers et employés de la RATP ? Nous voulons ici insister sur quelques points :

• C'est échouer à prendre la direction de la lutte dans nos mains que de se laisser imposer un faux semblant de comité de grève unitaire, dont les membres sont en fait sélectionnés par les syndicats. Ceux-ci, qui divisent toujours entre syndiqués et non-syndiqués, oeuvrent à séparer un tel comité de l'ensemble vivant constitué par l'assemblée générale ouvrière.

• C'est se laisser tromper par le sens que veulent donner à la solidarité ouvrière les syndicats, que de concevoir la solidarité comme un pur soutien matériel ou financier, nécessaire certes, mais relativement secondaire. La solidarité véritablement active des travailleurs, ce n'est pas, ainsi que les syndicats l'ont fait faire aux nettoyeurs, en se présentant comme quêteurs aux portes de Renault-Billancourt par exemple, qu'on l'obtient, mais essentiellement en créant les moyens de confronter les raisons de revendications de tous les ouvriers, et quand c'est envisageable, en les faisant eux-mêmes se mettre en lutte. C'est justement s'interdire la réalisation de cette solidarité que de se laisser conseiller par la CFDT de faire barrage, à la porte des AG, à l'entrée d'éléments venus apporter leur contribution ouvrière à la discussion, éléments baptisés par le syndicat "d'individus étrangers à la lutte".

• C'est encore se laisser isoler par les syndicats (et leurs souteneurs gauchistes) que d'envisager avec eux -et même avec Chirac- la popularisation de la lutte au métro comme celle d'un combat particulier d'immigrés, alors que toute l'attaque présente du capitalisme tend à montrer l'identité fondamentale du sort ouvrier et la nécessité, contre cette attaque, que la classe ouvrière fasse corps unique.

• C'est se laisser entraîner sur un objectif étranger à la lutte, que de marcher derrière les syndicats, sur le terrain du "véritable service public" de la RATP, alors que les statuts de la régie prévoient l'exclusion de l'embauche aux travailleurs non français, et que la CFDT a justement refusé de poser la lutte pour l'abrogation de cette clause.

Pour les nettoyeurs du métro, il doit ressortir clairement que la CFDT, comme n'importe quel syndicat et forme syndicale à sa place, ne peut aller dans le sens des nécessités de la lutte ouvrière.

Même à un niveau moins politique et plus limité aux aspects directement pratiques de leur grève de mars-avril, il est facile pour les nettoyeurs de constater que la CFDT s'est d'un bout à l'autre placée en frein à leur élan combatif : en s'opposant, pour de prétendues considérations de sécurité, à la proposition par les ouvriers d'une manifestation, en réduisant la diffusion des tracts explicatifs, en tendant à placer sous la responsabilité des grévistes des risques d'incendie dans les couloirs du métro. La CFDT a d'autre part, et en complicité objective avec la CGT, entretenu la division des nettoyeurs, en tenant le mouvement de la RATP à l'écart de celui de la SNCF. La main mise syndicale sur la lutte est sa véritable défaite.

Une des plus grandes leçons que la classe ouvrière doit tirer, c'est que les travailleurs immigrés, nettoyeurs du métro et résidents des foyers, ont pu jusqu'ici développer une remarquable combativité parce que leur situation sociale les amenait nécessairement à lutter en dehors des structures légales et étatiques de la bourgeoisie, dont les syndicats font partie. Si aujourd'hui les syndicats se font les zélés défenseurs des immigrés, après les avoir calomniés, c'est pour enrayer cette combativité, couper la valeur exemplaire qu'elle peut avoir pour tout le prolétariat, pour enrayer tout risque de fusion des secteurs de la classe ouvrière à un niveau supérieur de lutte contre l'Etat.

Mx.

Une des assemblées générales des nettoyeurs du métro qui se tenaient quotidiennement à la Bourse du Travail, tout au long des 39 jours de la grève. La CFDT a réussi à les transformer en un rituel répétitif où la combativité ouvrière s'épuisa et se déchargea sans profit pour la lutte. Seule la prise en mains directement de leur combat par les ouvriers fait de l'assemblée générale une arme de la lutte.

PRENONS NOS LUTTES EN MAINS... (suite de la page1)

Jusqu'en 78 en France, ils inoculaient des anesthésiques par doses massives à la classe ouvrière pour l'entraîner directement sur le terrain bourgeois des élections et la détourner de ses luttes, de ballades syndicales dans les rues, en "rallyes des luttes", de vins d'honneur offerts par les municipalités de gauche en journées "porte ouverte" dans les usines où ces lieux d'exploitation étaient transformés pour quelques heures en salles de fêtes, ils répétaient à satiété que la crise était une invention de la droite, qu'il suffisait de passer à un autre mode de gestion et que le pouvoir était au bout du bulletin de vote.

Pour "combattre le chômage", ils n'hésitaient pas à approuver les projets de loi sur la limitation de l'immigration. Tout cela aujourd'hui ne suffit plus. On les voit dénoncer l'austérité, appeler à la "lutte ouvrière intransigeante" dans les entreprises, venir saluer et "encourager", tels Maire et Mitterand, pour les nettoyeurs du métro, "la lutte des travailleurs immigrés".

Cela recouvre le fait que ce sont une gauche discréditée par son échec de 78 et des syndicats menacés de perdre le contrôle des luttes à travers les manifestations de désaffection , de remise en cause et de débordements dans les luttes,qui tentent de regagner par un autre moyen le terrain perdu et de conjurer le danger des initiatives ouvrières. Ils sont désormais obligés de partir des besoins même de la lutte pour les dénaturer, les faire dérailler du terrain de classe, n'hésitant pas à allumer des contre-feux, même avec les dangers d'embrasement que représente cette politique.

Après l'enterrement électoral, c'est l'enterrement corporatiste qui nous est proposé. Hier, lutter était accessoire, tout devait dépendre des élections; aujourd'hui, il faut "lutter" mais chacun chez soi, dans son usine, sa catégorie, sa corporation, à chacun sa manifestation avec sa petite pétition que l'on dépose chez Monsieur le Maire, et "dans l'ordre".

Hier, c'était "l'union de la gauche" et "l'union syndicale" pour nous embarquer dans la galère des élections; aujourd'hui, c'est le cirque de la division qu'on nous offre en représentation pour contribuer à casser et étouffer d'avance tout mouvement massif capable de répondre aux exigences actuelles et à la gravité de la situation mondiale. De cela, le ler Mai a fourni une illustration à peine caricaturale : chaque travailleur défilant derrière la bannière de son usine, dans la manifestation de son syndicat, tandis qu'on laissait s'élever la voix de ceux qui réclamaient "l'union à la base" pour faire pression en faveur de "l'unité syndicale", engageant les travailleurs dans une polémique stérile qui contribue tout autant à pervertir le sens réel de l'unité ouvrière.

Comme autre étouffoir du mécontentement social, ils prennent l'initiative de certaines "luttes plus générales", à travers des journées d'action sur la base de mots d'ordre pseudo unificateurs tels que "contre les mesures d'austérité et de démantèlement dans la fonction publique" le 24 avril, organisée par la CGT, "contre le ticket modérateur et les projets de réforme de la sécurité sociale" le 13 mai, prévoyant une suite pour le 23...

A la solidarité qui se développe dans et par la lutte, ils ont développé et substitué l'idée d'une solidarité financière avec des quêtes dans les gares, lors de la grève des employés des assurances l'an dernier, et, plus récemment, lors de la grève des travailleurs immigrés des ateliers de confection et celle des nettoyeurs du métro.

Leur "radicalité" dans la lutte, ils la déploient pour épuiser et décourager la combativité ouvrière à travers d'interminables conflits comme à Alsthom tout en dénonçant sans relâche toute tentative de débordement syndical, toute initiative ouvrière comme l'oeuvre de "provocateurs". Thème qu'a développée la campagne orchestrée autour du 23 mars 1979 et resservi lors des derniers affrontements à Caen, Grenoble et Paris.

En procédant à l'enterrement des nécessités de la lutte sous les illusions de la lutte menée derrière eux, les syndicats et la gauche ne font que masquer ce que l'ensemble de la bourgeoisie prépare :

1) Elle prépare et mijote des mesures économiques face auxquelles les mesures d'aujourd'hui apparaîtront pour des "amuse-gueules".
2) Elle prépare des mesures de répression policière et militaire pour faire face aux combats avec la classe ouvrière et l'ensemble de la population qu'elle sait ne pouvoir éviter demain.
3) Elle prépare, et c'est le plus important, matériellement et idéologiquement sa fuite dans la guerre. Cela ressort avec netteté des derniers évènements mondiaux (Afghanistan, Iran) et avec le battage qui est fait autour d'eux pour nous habituer à l'idée d'une troisième guerre mondiale que, bien entendu, personne n'aura voulue.

Avancer aujourd'hui dans ce monde en décomposition, signifie, non seulement refuser l'embrigadement guerrier, mais surtout être de plus en plus capable de poser une autre alternative à la crise du capitalisme. Alternative qui ne peut être qu'une transformation radicale des fondements de la société et qui ne peut se développer qu'en prenant nous-mêmes la lutte en main.

Y.D

LE TROTSKYSME : «HORS DES SYNDICATS, PAS D'ISSUE !»

Quand on conçoit la classe ouvrière comme une masse amorphe, on ne peut pas voir d'autre alternative que les syndicats à ses problèmes d'organisation. Les gauchistes s'opposent systématiquement à tout renforcement de l'organisation des luttes.

●Quels buts se proposaient les trotskystes au lendemain de 68 ? Lutter contre la dégénerescence du PC, s'opposer au stalinisme, et à la politique collaborationniste de la Social-Démocratie. Alors que s'effritaient les illusions sur des partis de gauche "ouvriers" qui n'offraient rien d'autre que le ron-ron parlementaire, la lutte dans le cadre des institutions bourgeoises pour un changement de gestionnaires, les trotskystes, à l'époque, ont semblé pour beaucoup les seuls, avec leurs positions "extra-parlementaires" à offrir une alternative révolutionnaire.

Douze ans après, où en sont-ils et que proposent-ils ?

L'époque glorieuse des "élections piège à cons" qui leur avait valu un renforcement de leurs rangs est finie. Ceux qui s'étaient laissés prendre à ce côté "révolutionnariste" de leur langage, ont dû déchanter. Dans la réalité, les trotskystes se sont révélés comme les meilleurs défenseurs du système parlementaire, les meilleurs rabatteurs du Programme Commun et de l'Union de la Gauche, de cette gauche qu'ils dénonçaient avec tant de force au lendemain de 68.

Cette intégration évidente au cirque électoral, outre l'aggravation des tensions inter-impérialistes et le renforcement des blocs qui les contraint à de multiples contorsions pour défendre le caractère progressiste de soi -disant luttes de libération nationale et le caractère "ouvrier" des pays du bloc russe, a sérieusement terni leur image révolutionnaire et déplumé leurs rangs.

Aujourd'hui, après le long déboussolement de la période post-électorale, les trotskystes enfourchent un nouveau cheval de bataille : "l'union à la base" et "l'union dans les luttes". S'agirait-il, cette fois-ci, d'une réelle alternative révolutionnaire ? Certainement pas: il faut s'unir, oui mais pour chasser Giscard-Barre et mettre au pouvoir l'union de la-gauche.

"C'est le gouvernement, l'ennemi public numéro un qu'il faut abattre"
(Rouge, 18 avril)

"Voilà le défi des partisans de l'unité; il en va de la possibilité d'imposer aux partis ouvriers qu'ils se portent candidats au gouvernement contre ce régime de scandale".
(Rouge, 25 avril)

"Il faut ouvrir la voie de la grève générale contre ce gouvernement".
(Rouge, 28 mars)

Quant à l'OCI, elle fait carrément de l'unité de la gauche un préalable à la lutte ouvrière elle-même :

"Oui, il faut l'action tous ensemble, la grève générale, et la condition c'est l'unité PS-PCF ! La condition, c'est de mettre un terme aux attaques forcenées des dirigeants du PCF contre le PS".
(Informations Ouvrières, 19 avril)

Ainsi, sous un air plus radical, plus adapté aux désillusions ouvrières d'un changement par la voie électorale, les trotskystes nous resservent la même marchandise parlementaire qu'hier. Si les moyens ont changé, la grève générale à la place des bulletins de vote, le but reste toujours le même ; leurs positions "révolutionnaires" ne sortent pas du cadre des institutions bourgeoises.

Parler d'"union dans les luttes" au moment où la combativité ouvrière commence à ressentir cette nécessité vitale qu'est la solidarité et la généralisation des luttes, parait certes plus alléchant qu'un bulletin de vote. Mais qu'y a-t'il en fait derrière ce miroir aux alouettes ? L'organisation autonome que les ouvriers se donnent dans la lutte avec les A.G. et les comités de grève responsables devant l'A.G.? La généralisation des luttes par l'envoi de délégations massives ? Rien de tout cela; l'union dans les luttes, ce sont des morceaux de papier avec des signatures, destinés à faire pression sur les directions syndicales afin qu'elles organisent la lutte. Car pour les trotskystes, unité ouvrière = unité syndicale. Et peu importe que systématiquement ces syndicats brisent les luttes, mènent la dispersion et dénoncent les travailleurs combatifs, comme doivent le reconnaître les trotskystes, peu importe que ces organisations se révèlent ouvertement anti-ouvrière puisque, autre méandre de la rhétorique mensongère du trotskysme, on pourrait faire pression sur elles en s'unissant à la base, on pourrait les obliger à adopter une autre politique.

Que veut-on nous faire avaler ? Que les syndicats seraient autre chose qu'une structure hiérarchisée et verticale avec un sommet qui décide et une base qui éxecute. Oui, les syndicats changent de ton sous la pression des luttes, certainement pas pour se décider à avoir enfin une politique ouvrière, mais pour éviter de perdre tout contrôle sur les ouvriers, pour figer la lutte et éviter qu'elle ne passe à une étape supérieure.

"Hors des syndicats, point de salut!" essaient-ils de marteler avec leurs campagnes de pétitions ; la lutte n'est pas l'affaire des ouvriers mais celle de leurs chefs, les syndicats, dans les luttes immédiates, le parti dans les luttes politiques. Et lorsque les travailleurs s'organisent hors des syndicats, s'ils semblent reconnaître l'existence du comité de grève, ce n'est que pour lui lier les mains, lui montrer les limites de son action s'il s'écarte du droit chemin syndical.

A propos de la grève des instituteurs, alors que ceux-ci prenaient leur lutte en charge, s'organisaient et envoyaient des délégations à toutes les écoles, la LCR n'affirmait-elle pas que : "La seule voie praticable pour gagner est la grève générale appelée et soutenue par les syndicats".(Rouge du 3 Mai).

Quant à l'O.C.I., ses slogans étaient : "C'est aux instits de décider avec leurs syndicats" (tout seuls ils n'en sont pas capables !). "Les syndicats doivent appeler à la grève générale".

Pour ceux qui, derrière Trotsky, pensent que "la crise du mouvement révolutionnaire est celle de sa direction", la classe ouvrière ne peut être qu'une bande de moutons, une bande d'impuissants, la base comme ils disent, tout juste bonne à supplier son sommet d'organiser le combat à sa place.

Ce n'est certes pas à ceux pour qui le socialisme se réduit en fait au capitalisme d'Etat, à ceux dont tout le programme politique reste dans le cadre de la société capitaliste, que l'on peut demander de comprendre ce qui est impensable pour toute la bourgeoisie : que les travailleurs soient amenés dans les luttes à dépasser leur aliénation et se débarrasser de l'idéologie bourgeoise, que la classe ouvrière ne soit pas une somme d'individus abrutis mais une classe révolutionnaire, que la prise du pouvoir et l'instauration du communisme soit l'action consciente de l'ensemble des travailleurs, non le fait d'une minorité qui dirige une masse de manoeuvre.

Pour la gauche et les syndicats, c'est clair : les luttes ne doivent pas sortir du cadre de la légalité bourgeoise, on ne doit pas menacer l'ordre et les institutions étatiques, sous peine d'être traités "d'autonomes" et livrés à la police.

Le langage trotskyste, lui, avec des détours plus subtils arrive au même résultat en pensant, quelle que soit leur sincérité, et en disant aux ouvriers que hors du cadre syndical; ils ne sont bons à rien, qu'ils n'existent pas, ils sapent la confiance de la classe en ses propres forces.

En cela, les positions trotskystes dans les luttes, comme d'ailleurs l'ensemble de leurs positions est le digne complément des positions de la gauche pour empêcher que les ouvriers ne s'affirment comme la force sociale capable de détruire l'état bourgeois.

G.N

CAEN, GRENOBLE, PARIS

LES ETUDIANTS EXPRIMENT LE MALAISE SOCIAL

●A Caen, à Grenoble, à Paris, des étudiants, auxquels se sont joints de jeunes ouvriers, des chômeurs, des enseignants, se sont violemment affrontés à la police, relançant une effervescence qui couvait depuis quelques mois dans les universités. Qu'exprime cette réaction?

La mobilisation s'est effectuée autour de deux points:
le manque de débouchés des universités et l'opposition au décret Imbert.

Ce qui révèle ceci:

-la condition de vie des étudiants devient de plus en plus difficile. Faute de moyens financiers, 39% d'entre eux exercent une activité salariée;25 000 étudiants sont des chômeurs diplomés et presque la moitié des inscrits à l'université doivent abandonner leurs études dans les deux premières années. Quant à ceux qui réussissent à trouver du travail au bout de leurs études, ce n'est pas souvent celui qu'ils espéraient.

-le décret Imbert qui règle très strictement, sous peine d'expulsion, l'inscription des étudiants étrangers, est le prolongement en droite ligne de la loi Stoléru sur la limitation et le contrôle de l'immigration: elle pèse directement sur des milliers de travailleurs "illégaux" dont l'inscription en faculté était le seul recours pour obtenir une carte de séjour.

Les réactions auxquelles on assiste dans les universités ne sont pas l'expression d'une "spécificité" étudiante mais traduisent une résistance à laquelle sont conduits tous ceux qui subissent l'attaque de la bourgeoisie et ses mesures.

C'est ce qu'a compris la partie la plus consciente des étudiants, quand ils appellent les travailleurs dans leurs assemblées générales, quand ils vont se joindre dans la rue aux combats des ouvriers. Ce n'est pas par hasard qu' Caen, les étudiants se sont battus aux côtés de chômeurs et d'ouvriers, à peine un an après les affrontements que ceux-ci avaient dû mener contre la police.



MANIFESTATION ETUDIANTE A JUSSIEU

Alors que la bourgeoisie cherche à imposer la vision:

"Il y a 30 % d'étudiants étrangers qui ne savent pas écrire plus de deux lignes en français sans faire dix-sept fautes d'orthographe, et ils prétendent entrer dans nos universités" affirme le ministre Bonnet.

"Il ne faut pas laisser entrer d'éléments étrangers à l'université. Nous devons rester sur les problèmes de l'université", tel est à Jussieu le battage de la gauche et de l'UNEF.

Il faut répondre à ces odieuses manoeuvres: NON! Aucun des exploités ne peut rester étranger aux attaques de la bourgeoisie. Aucun des exploités ne doit rester étranger aux luttes qui s'organisent contre la bourgeoisie, car c'est ENSEMBLE qu' ils doivent lutter et qu'ils pourront vaincre !

Alors même qu'ils ressentent qu'ils n'ont pas de perspective d' insertion sociale, les étudiants qui constitue par nature un milieu profondément hétérogène, doivent comprendre ce qu'ils engagent à travers les luttes actuelles:

-s'ils restent encadrés par l'une ou autre des UNEF, dans leur petit jardin universitaire, dans le cadre de l'aménagement de l'université, ils seront les premières victimes de leurs illusions sur les possibilités d'aménager une société capitaliste qui ne prépare que davantage de misère.

-s'ils s'engagent sur le terrain des "autonomes" dans des actes de révolte désespérée, affrontant l' Etat et son appareil de répression, sans autre perspective que celle d'affrontements minoritaires, la seule chose qui les attend, c'est les tabassages qu'ils recevront.

Il n'y a qu'une seule perspective pour mener une lutte réellement anti-capitaliste; la participation aux luttes que mène la classe ouvrière, seule capable de remettre en cause l'existence du capitalisme et de l'abattre.

Y.D.

ils organisent la répression suite de la page 1

Ce jour-là, les syndicats n'ont pas hésité à demander aux CRS de charger la manifestation afin de disperser les éléments combatifs.

La gauche a livré physiquement des ouvriers à la police, elle les a dénoncé face aux autres ouvriers comme "autonomes", comme "provocateurs payés par les flics".

Il lui fallait diviser les ouvriers les plus combatifs des autres ; c'est exactement ce qu'elle essaie de faire aujourd'hui : isoler les étudiants, chômeurs, ouvriers les plus conscients de l'impasse sociale dans laquelle nous sommes pour tenter de les faire rejeter par leurs frères de classe.

LES PROVOCATEURS SE SONT EUX ! ASSASSINS D'ALAIN BEGRAND AUJOURD'HUI, NOS ASSASSINS DEMAIN !

Nous n'avons d'autre choix que nous battre ; ILS FONT TOUT POUR NOUS EN EMPECHER ! Nous sommes tous, ouvriers, chômeurs, étudiants, condamnés au même sort : une austérité croissante, le chômage, la misère. La bourgeoisie prépare l'affrontement de classe. Nous devons aussi nous y préparer ! Et pour cela, il nous faut dépasser les apparences de races, de corporations, de regions, NOUS UNIR, pour faire face à nos ennemis communs. Lutter ensemble contre les flics de droite et de gauche, pour la REVOLUTION.

-Paris, le 16/05/80-

EXPLOSIONS SOCIALES... suite de la page 1

Dans ce contexte, la bourgeoisie et son Etat ne peuvent plus tolérer de compromis : c'est ce qui met toutes les couches de la société en mouvement: sans travail, paysans, étudiants, minorités ethniques et religieuses, se sont dressées contre l'Etat, en Afrique, au Brésil, en Inde. Partout, à une autre échelle, ces soulèvements d'ensemble tendent à se généraliser. C'est dans ce contexte que les luttes ouvrières d'aujourd'hui se développent, par des explosions où elles affirment leur force (Brésil, Suède, Hollande, Japon, l'éventail est large...)

Face à ces soulèvements de colère, la bourgeoisie n'a d'autre choix que de réprimer plus violemment. La repression sauvage des manifestations de Tizi-Ouzou en Algérie, qui met un terme aux illusions qui pouvaient subsister sur sa "charte démocratique", le processus dit de "démocratisation" au Brésil qui se dévoile pour ce qu'il est, un paravent de bavardages pour renforcer la répression et l'encadrement des masses dans tous les coins et les recoins de la société, comme la Turquie ou la Suède, sont les exemples marquants du durcissement général de la bourgeoisie dans le monde.

L'heure n'est plus aux "ça ira mieux demain" dans la bouche des gouvernants et aspirants gouvernants, mais au langage de la vérité, aux "sacrifices" avec les moyens policiers pour les faire passer.

L'heure n'est plus à "conserver les acquis" pour les gouvernés, mais à prendre conscience de l'enjeu et à se donner les moyens de contrer la logique destructrice du capitalisme. L'ébranlement profond de la société que manifeste son déchirement en intérêts contradictoires, en luttes de différentes fractions de la population est un contexte indispensable au renforcement de la lutte ouvrière. La décomposition du vieux monde met à nu la nécessité de le détruire. A la classe ouvrière de renforcer sa cohésion pour prendre la tête du mouvement qui doit détruire le capitalisme. A la classe ouvrière, qui porte l'espoir d'un monde nouveau, de prendre conscience de l'enjeu et d'affirmer la perspective du communisme.

BRESIL: contre le développement des luttes

DEMOCRATIE ET REPRESSION

"...La carte démocratique est logiquement la prochaine arme qu'utilisera la bourgeoisie pour résoudre sa crise politique et mener l'attaque contre la classe ou[illegible]. 5 000 personnes ont été amnistiées, la plupart en exil à l'étranger, et le gouvernement promet des élections... Aucune de ces mesures ne peut masquer la réalité de la dictature du capital et ses attaques contre le niveau de vie déjà misérable de la classe ouvrière au Brésil..."
(Extrait de World Revolution N°26, novembre 79.)

●Le rôle et la place qu'occupe le Brésil dans le continent Sud-américain, en tant que gendarme de l'impérialisme US et par l'importance de ses concentrations ouvrières, apparaît aujourd'hui au premier plan de la situation politique, sociale, avec les mouvements de grève dans tous les secteurs de l'activité économique.

Le taux d'inflation est aujourd'hui de 100%, le commerce extérieur est malade, l'endettement envers les pays de l'OCDE représente 1,5% du PNB; depuis 1964, le pouvoir d'achat a chuté de plus de 50%; les ouvriers doivent travailler les samedis, dimanches, cumuler des emplois pour pouvoir nourrir un tant soit peu leurs familles; le taux de mortalité infantile est le plus élevé du monde; pour les travailleurs ruraux dans la misère et la famine, il n'y a pas d'autre choix que de s'entasser dans les bidonvilles qui ceinturent toutes les grandes villes.

Voilà ce que représente pour le prolétariat le fameux "miracle" économique brésilien...

Depuis 1978 des grèves éclatent dans tout le pays, tout en restant isolées dans chaque état, mais touchant tous les secteurs de l'activité; ce sont 6 500 hospitaliers du centre de Sao Paulo, les professeurs de l'état de Parana, les 15 000 enseignants de l'état de Sao Paulo, 4 000 ouvriers de la Belgo Mineira (1), les employés de banque de Minas Gerais, Rio et Porto Alegre, qui pendant des mois vont lutter pour l'augmentation de 65% des salaires, contre le chômage et la misère. L'opposition va présenter ces mouvements comme étant contre la dictature militaire et pour la légalisation des "syndicats libres".

Le gouvernement militaire, en place depuis 1964 ordonne alors "une ouverture démocratique controlée" et proclame une amnistie générale, touchant notamment les principales figures de l'opposition démocratique et du PCB.

En mars 79, dans la région de l'ABC (2) de l'état de Sao Paulo, 250 000 métallurgistes entrent en grève; à la tête de ce mouvement se porte la nouvelle "étoile" de l'"opposition syndicale" Luis Inacio da Silva (3), l'église et les "infiltrateurs gauchistes" récemment rentrés au pays.

Des assemblées ouvrières journalières demandent 78% d'augmentation des salaires. Après 15 jours d'affrontements avec l'armée, les polices parallèles et les manoeuvres des délégués syndicaux, Lula propose de rentrer sous les huées des ouvriers :*"je sais que le compromis est mauvais. Mais si on continue la grève, la classe ouvrière perdra parce que nous n'aurions plus de local syndical, de stade, ni d'église pour nous réunir.."*

Les ouvriers n'obtiennent que 63% d'augmentation, négociés par les délégués syndicaux et le mouvement s'estompe derrière le battage pour la légalisation des syndicats et la repression qui fait suite. Cette victoire de l'opposition syndicale aura servi la bourgeoisie dans son encadrement des luttes ouvrières.

Les importantes concentrations ouvrières au Brésil constituent ainsi l'enjeu majeur pour la bourgeoisie de ce continent. Face au prolétariat le plus concentré de l'Amérique du Sud, jouant un rôle de phare pour tous les pays du continent, la bourgeoisie doit utiliser les mystifications les plus fortes, pour éviter les débordements, pour éviter que le prolétariat se porte en avant de toutes les couches sociales plongées dans la misère et soumises à la repression du capitalisme moribond.

C'est à travers les nouveaux syndicats et partis au langage très "ouvrier", "radical", "démocratique" que la bourgeoisie compte "libérer" la pression des luttes ouvrières.

C'est cette politique qui a été mise en oeuvre lorsque 400 000 métallurgistes se sont remis en grève début avril 1980 dans la région de Sao Paulo, à l'appel des syndicats.

Une année aura suffit au gouvernement pour retomber sur ses pieds en créant une opposition syndicale, qui demande aux ouvriers de se battre pour :

- la reconnaissance des droits syndicaux élémentaires; (délégué syndical, tableau d'affichage à l'usine et la garantie du travail pendant une année).

Pour l'obtenir, Lula et ses pairs vont faire appel à la solidarité d'un "capital national" contre les grandes entreprises multinationales; les assemblées ouvrières commencent toujours par l'hymne national et se terminent par l'hymne de l'indépendance... L'église, qui complète l'encadrement de "l'opposition" dans les bidonvilles, va célébrer des messes de "soutien" et de "solidarité" avec les frères en lutte..

Les manifestations restent cependant interdites, et la repression par des militaires et des "escadrons de la mort" s'abat sur les éléments les plus combatifs. Malgré cela les meetings se poursuivent.

Le 19 avril, 17 dirigeants syndicaux sont emprisonnés, dont Lula. L'église va prendre en charge dorénavant le fonds de soutien de la grève et évoquer : "le moment historique de la conscience ouvrière".

La grève se poursuit..bien limitée à la région de Sao Paulo, sans s'étendre aux autres centres industriels du pays; le matraquage des "délégués syndicaux" consiste à isoler les ouvriers, en leur disant de "rentrer chez soi", de "n'en parler à personne"..., et surtout de faire confiance à la structure syndicale, "défendre le syndicat contre les coups durs", etc...

Malgré toute la phraséologie démocratique, la bourgeoisie disperse avec les troupes de choc les meetings ouvriers le 17 avril.

Ce qu'on constate au Brésil, après la dernière vague de grèves, c'est que la bourgeoisie, si d'un côté, elle n'hésite pas à emprisonner les dirigeants syndicaux pour redorer leur image de martyr national, face à la combativité ouvrière, de l'autre côté elle ne peut se permettre de relâcher la repression directe contre les ouvriers, sous peine de voir des débordements...

C'est bien la preuve qu'au Brésil, comme d'ailleurs maintenant dans la plupart des pays, la bourgeoisie doit utiliser toutes les cartes à la fois, face a une combativité ouvrière montante, qu'elle a déjà et qu'elle aura de plus en plus de mal à contenir.

André.

notes:

(1) Mines à capital belge.
(2) A- St André,
B- St Bernardo,
C- St Caetano,
banlieues ouvrières de Sao Paulo où sont installées les usines Volkswagen, Chrysler, Saab, Mercedes, etc...
(3) Plus connu sous le surnom de "Lula" (trad.:calamar, visqueux..., tentaculaire...)

ALGERIE: le printemps de tizi-ouzou

ASSEZ DE CETTE VIE DE MISERE ET DE REPRESSION!

En Algérie, la "revendication berbère" sert de révélateur à l'approfondissement du mécontentement social. L'Etat de Chadli donne sa réponse capitaliste: la répression brutale. La mobilisation ouvrière a commencé à donner une direction au mouvement de révolte contre l'Etat, de différentes couches de la population.

●Une ville cernée par les blindés de l'armée, survolée par des hélicoptères, quadrillée par des troupes de choc qui ressemblent étrangement à nos CRS -relayées par des commandos de paras- on pourrait se croire à nouveau en pleine guerre d'Algérie. En fait, l'occupant c'est toujours le capitalisme, la différence avec le colonialiste étant que celui-ci se dit "socialiste"!

Une telle armada aux ordres de l'Etat "socialiste" algérien pouvait-elle être dirigée contre une poignée d'opposants fossilisés, quelques centaines de lycéens ou contre une menace grandissante ?

Rétrospectivement, tout concourt à expliquer les évènements des mois de mars et avril à Tizi-Ouzou : la politique de renvoi des travailleurs immigrés algériens (certains originaires de Kabylie) de la part du gouvernement français, ensuite le fait que ces prolétaires qui assuraient jusque là la survie de leurs familles restées sur place, retrouvent d'autres chômeurs en atterrissant dans un pays tout aussi atteint par la crise économique, avec un taux d'inflation de 18% (chiffre de l'UGTA). Là, la révolte profonde et latente depuis de nombreuses années s'exprime ponctuellement par des luttes chez les postiers, les cheminots, à la Sonitex (textile), les dockers, les conducteurs de bus...

Malgré les cris hystériques de la bourgeoisie algérienne à "l'unité nationale et populaire", à la "sauvegarde de la révolution et à sa marche", qui se concrétise en fait par un regain d'exploitation, les ouvriers n'ont cessé de se battre. Les affrontements de Tizi-Ouzou, outre qu'ils soulevaient différentes fractions de la population, ont été une nouvelle preuve de cette combativité.

Au début, détail banal, l'interdiction d'une conférence à un écrivain dans n'importe quelle autre université n'eût pas posé de problème social. Mais à Tizi-Ouzou l'écrivain venait pour lire des "poèmes kabyles anciens" dans une région où plus de 3 millions de personnes parlent berbère, à un moment où l'Etat algérien venait de décider "la généralisation de l'utilisation de la langue arabe" dans une tentative de meilleur contrôle de la société. Et cet Etat-là a aussi une police et ne tolère pas la moindre contestation. Les étudiants manifestant pour protester contre l'interdiction de la conférence, l'Etat fait donner sa police qui réprime brutalement. Malgré cela, les étudiants prenant naïvement au piéd de la lettre la Charte nationale censée garantir la liberté d'expression, écrivent au président Chadli en réclamant "le rétablissement dans leurs droits légitimes de la culture berbère et la cessation de la répression culturelle", de même que "l'enseignement de la langue berbère en tant que deuxième langue officielle". La repression n'a pas cessé pour autant. Mais l'Etat algérien a oublié que si, en effet, les étudiants ne sont pas une force sociale, ils ont des parents, ils vivent dans un milieu social qui est tout aussi hostile aux violences des mercenaires de l'ordre bourgeois. Face à la grève générale de toute la région de Tizi le 16 avril, suivie par l'ensemble de la population, et comme il ne dispose pas d'amortisseurs sociaux crédibles, l'Etat a poursuivi aveuglément la politique du bâton ce qui n'a fait qu'accélerer le mouvement qui allait culminer les 19, 20 et 21 avril dans les combats de rues. Alors, les lycées sont en grève, les boutiques rideaux baissés, les entreprises les plus importantes de la région (Sonelec, Sonelgaz, chantiers de la construction) sont immobilisées à la suite d'appels par tracts clandestins et parce que la solidarité dans les faits s'est répandue de bouche à oreille. La ville est pratiquement paralysée dès qu'on apprend la prise d'assaut avec sauvagerie de l'université par les flics -étudiants assommés et estropiés dans leurs lits- et les exactions contre le personnel de l'hôpital en grève en solidarité avec les étudiants.

La bourgeoisie se sert de l'Etat comme d'un bulldozer. Tout ce qui ne se soumet pas à ses objectifs doit être écrasé, fut-ce des oppositions secondaires. Mais la révolte contre ce monstre froid prend sa force autour de la classe ouvrière. Des groupes d'étudiants et d'ouvriers parcourent la ville en tous sens pour "mettre en grève". Le mouvement est spontané, très rapide, il est tout entier dans son élargissement : d'autres usines doivent fermer, d'autres secteurs, d'autres boutiques, d'autres villes.

Face à l'ampleur des évènements, la bourgeoisie, prise de peur, encercle la ville de blindés.

Les ouvriers n'ont rien à voir avec les pillards, mais ils savent clairement qui il faut attaquer, les symboles de l'ordre étatique : panneaux de signalisation brisés, siège du FLN et postes de police lapidés; scandale des scandales pour El Moudjahid, le drapeau national est brûlé. Les lycéens d'Azazga manifestent aux cris de "Assez de cette vie de misère et de soumission". La mobilisation contre l'Etat s'étend dans toute la Kabylie et jusqu'à Alger. Les affrontements ont été très durs, les brigades anti-émeutes avec des chiens n'ont pas fait mieux que l'exarmée coloniale française.

Cela a été d'une telle résonance que pour la première fois, la bourgeoisie algérienne a été obligée de parler d'émeutes à la TV et à la radio. Elle a dépeint le mouvement de révolte comme une émeute téléguidée de l'étranger, "des salons parisiens", s'indignant sur les responsabilités supposées d'une variété de bureaucrates réfugiés à l'étranger, exhibant quelques scènes de pillage. Ce que la TV algérienne n'aura pas montré, ce sont les orgies de violences policières, ni les éliminations physiques de manifestants décrétés "meneurs". Quant aux étudiants et jeunes chômeurs arrêtés, la justice s'est complue dans ses basses oeuvres : de fortes amendes et des années de prison.

Selon une pratique bourgeoise courante, l'Etat utilise simultanément le bâton et la carotte : les jours qui ont suivi les émeutes et la grève totale, on a vu curieusement les échoppes de Tizi se couvrir de fruits et de légumes, alors que d'ordinaire, comme dans tout le pays, il y a pénurie de ces denrées.

La répression mise en branle ne visait pas que les revendications berbères. Ce mouvement n'est que la crête de la vague qui porte l'annonce d'un soulèvement général contre le "modèle algérien" de capitalisme d'Etat. Comme l'a dit un participant à la lutte: "c'est peut-être fini pour cette fois, mais ça recommencera un jour!".

Gieller.

SUEDE

NE LAISSONS PAS BRISER UNE NOUVELLE GENERATION DE LUTTES !

La grève massive qui a été menée en Suède exprime deux choses :
-le ressurgissement des conditions d'une riposte prolétarienne dans un des derniers pays où la stabilité sociale n'avait pas été ébranlée;
-l'ampleur des moyens employés par une bourgeoisie déterminée à imposer par la force sa volonté.

●Le "modèle suédois" s'est définitivement effondré. Comme le reste du monde, la Suède s'enfonce dans une crise économique profonde. Et maintenant, le capital suédois s'attaque à la classe ouvrière. La négociation des conventions collectives pour cette année s'est ouverte avec une position très dure du syndicat suédois des patrons (SAF) : il refusait toute négociation si la LO (centrale syndicale) demandait plus de... 0%! En même temps, le gouvernement de droite faisait campagne sur la nécessité de l'austérité, et le mauvais état de l'économie suédoise.

Après des négociations "dramatiques", le conflit démarre le 25 avril dans le secteur public, avec des grèves partielles et des lock-outs (dans le métro et les écoles maternelles). En tout, environ 25 000 ouvriers participaient. Après une semaine de grève, la LO et le SAF entrèrent en action avec force le 2 mai. La LO, en déclenchant une grève de 90 000 ouvriers, le SAF; en imposant le lock-out de 750 000 ouvriers.
La grève dura une semaine de plus, jusqu'au 11 mai, date où les deux organisations signèrent un accord. L'accord donne des augmentations de 7%, ce qui ne compense même pas l'inflation des derniers six mois. La grève fut fortement disciplinée, et entièrement contrôlée par les syndicats. Mais elle doit être vue comme une mesure préventive visant à étouffer une vague de colère qui ne pouvait manquer de se manifester, en déclenchant le mouvement avant qu'il ne soit mûr.

L'étendue de la grève qu'ont dû organiser les syndicats, la fermeté de la réaction de la bourgeoisie (imposer une semaine de lock-out à 750 000 travailleurs), le durcissement des positions de la bourgeoisie qui ne peut qu'attaquer plus violement les niveaux de vie, témoignent de l'orientation que prend la bourgeoisie.

Face à elle, comme le disent nos camarades de Suède dans le tract publié ci-dessous, qu'ils ont diffusé en Mai en réponse aux événements: ne laissons pas briser la nouvelle génération de luttes qui s'annonce.



GREVE DE 90 000 OUVRIERS, LOCK-OUT DE 750 000 : UNE MANIFESTATION DE L'AFFRONTEMENT DE PLUS EN PLUS VIF ENTRE LES INTERETS OUVRIERS ET CEUX DU CAPITAL, DANS UN DES DERNIERS PAYS "STABLES".

pour une lutte ouvrière autonome !

Depuis longtemps, le niveau de vie des ouvriers a été réduit. Le capital nous attaque parce que la Suède est en crise. Mais la crise n'est pas limitée à la Suède -elle est une crise économique mondiale.
Le capitalisme n'a pas de vraie solution pour les problèmes tels que le chômage et l'inflation, pas de solution qui puisse fournir à chaque être humain les moyens de survivre. Il n'a que deux réponses à la crise : la réduction des salaires des ouvriers et une lutte intensifiée entre différents capitaux pour le partage des profits du monde. Ces deux méthodes se complètent. En essayant de créer un esprit nationaliste, en appelant à la "solidarité suédoise", et, avec la menace du chômage, il essaie de faire accepter aux ouvriers ses mesures d'austérité. En conquérant des marchés, des matières premières et des zones d'influence, et en baissant les salaires, chaque capital national essaie de survivre aux dépens des autres. Le nationalisme est donc l'idéologie de tous les courants de la bourgeoisie.

Le capitalisme mondial est organisé en deux blocs impérialistes : russe et américain. La crise s'exprime dans une rivalité croissante entre les blocs. A une vitesse épouvantable, le capitalisme mène l'humanité vers une troisième guerre mondiale comme "solution" à la crise.

La politique de l'austérité n'est pas une invention suédoise. Elle est une nécessité pour le capitalisme, à cause de la stagnation de son économie. Les divers gérants du capitalisme ne diffèrent que sur les moyens de la réaliser. Les Sociaux-démocrates ne peuvent rien offrir de mieux que n'offre Gösta Buhman (leader du parti conservateur), mais comme ils sont dans l'opposition, ils ne sont pas obligés de mettre leurs cartes sur la table.
La Russie et la Chine, comme les autres pays soi-disant "communistes" ne sont que des exemples du capitalisme d'Etat avec une économie entièrement militarisée, où la politique d'austérité est appliquée avec une main de fer.

La classe ouvrière doit lutter contre les effets de la crise. Elle doit donc lutter contre tous les partis qui défendent le capitalisme, puisque le chômage, l'inflation, et la baisse des salaires ne dépendent pas d'une certaine "politique" mais du système lui-même. Le capitalisme est une société en décadence, qui n'a rien d'autre à nous offrir que la crise, la stagnation, et comme point final, un holocauste commun dans la guerre nucléaire généralisée.

La lutte de défense économique de la classe ouvrière n'est pas quelque chose qui ne concerne que toi et moi, en tant qu'individus. En résistant à l'austérité, nous freinons les préparatifs de guerre, et nous montrons la seule alternative à la folie du capitalisme : notre solidarité de classe. Mais cette lutte n'est qu'un début. Elle ne peut jamais amener des améliorations durables, puisque celles-ci ne peuvent plus être obtenues aujourd'hui.

La lutte doit se transformer en lutte contre le mode de production lui-même et contre l'Etat, qui à l'Ouest comme à l'Est apparaît de plus en plus comme le principal représentant du capital.

La grève est l'arme classique de défense de la classe ouvrière. Aujourd'hui, cette arme est plus nécessaire que jamais. Mais les grèves organisées par les syndicats, qui sont les organes du capital pour renforcer la loi et l'ordre sur le marché du travail, ne sont que des tentatives de dévoyer le mécontentement dans les canaux habituels des négociations disciplinées. Dans les cas où les ouvriers prennent l'initiative eux-mêmes (par exemple, lors de la grève sauvage dans la garderie d'enfants d'Uppsala, quelques jours avant la grève), le rôle des syndicats est clair : obliger les ouvriers à rentrer au travail. Loin d'être des organes ouvriers pour la lutte, les syndicats entravent le développement de la lutte contre le capitalisme. Ça, c'est quelque chose dont nous devons nous occuper nous-mêmes, en dehors et contre les syndicats et les lois du marché du travail. Nous ne devons pas nous laisser diviser, rester chez nous regarder la télévision, nous devons formuler nos revendications nous-mêmes, et organiser nous-mêmes la lutte. Nous devons appeler à des assemblées générales où nous pouvons nous rencontrer et discuter, nous devons élire des comités de grève révocables où nous pouvons organiser les tâches pratiques, nous devons étendre nos actions aux autres groupes d'ouvriers afin de les rendre plus puissantes.

Dans l'histoire de la Suède, deux grèves donnent une perspective:

- la grève des métallos en 1945 qui a été menée consciemment à la défaite par la LO. La LO et les Sociaux-démocrates, avec l'aide des staliniens du parti communiste ont épuisé l'esprit combatif des ouvriers par une politique d'apaisement et d'isolement. L'esprit combatif de toute une génération d'ouvriers a été ainsi brisée;ils se sont résignés à accepter le travail à la tâche, l'augmentation des cadences, etc...

- l'autre grande grève : la grève des mineurs en 1969-70. C'était une grève menée par les ouvriers, et donc illégale aux yeux du capital et des syndicats. Elle était menée par des assemblées générales et des comités de grève. Les syndicats l'ont combattue. Elle a été vaincue à cause de l'isolement et d'un manque d'expérience face aux magouilles de l'ennemi et de ses tentatives de division. Mais bien qu'il y ait eu des erreurs et que les ouvriers furent obligés de reprendre le travail sans avoir su vraiment imposer leur volonté, cette grève montre la voie que nous devons suivre.

La LO et la TCO (1) sont en train d'essayer d'organiser une nouvelle gigantesque défaite de la grève, afin de briser la génération actuelle d'ouvriers. Nous devons choisir la voie de la lutte autonome que la grève des mineurs nous a montrée, et non pas la voie de la défaite de la grève des métallos. Nous devons nous opposer aux syndicats en prenant la direction de la lutte dans nos propres mains à travers les assemblées générales et les comités de grève, par une lutte qui nous unifie au lieu de nous diviser.

(Tract diffusé par INTERNATIONELL REVOLUTION, section du CCI en Suède)

Note: (I) Centrale Syndicale des Fonctionnaires.

ETATS-UNIS

LE PROLETARIAT REPREND LE COMBAT

Pendant onze jours, au début du mois d'avril, le réseau de transports publics de la ville de New-York a été paralysé par une grève illégale de 33 000 ouvriers. C'est un évènement important pour la lutte de classe aux USA. Depuis plusieurs années, les luttes ouvrières aux USA ont accumulé un certain retard par rapport à celles d'Europe, ce qui rend cette grève des transports particulièrement significative.

●Avant de parler de la grève elle-même, il faut d'abord comprendre le contexte général de la lutte de classe aux U.S.A. ces dernières années.

1) La puissance de l'impérialisme américain a permis de retarder les effets de la crise aux U.S.A. en les reportant sur les autres pays du bloc occidental. C'est la raison pour laquelle la classe ouvrière n'a pas été poussée à entreprendre des luttes défensives de la même façon que ses frères de classe en Europe.

2) La classe dominante a réussi à court-circuiter l'impact de l'exemple de la grève des mineurs en 1978 par un barrage de propagande présentant les mineurs comme un "cas à part", une race spéciale avec ses traditions propres, totalement séparés du reste de la classe ouvrière.

3) La limitation par Carter des augmentations de salaire à 7 % a donné l'occasion aux syndicats de faire toute une agitation bidon autour de ce thème. Grâce à une série d'exceptions et d'interprétations différentes de cette décision,le gouvernement a autorisé des augmentations allant jusqu'à 9,5 et 10 %, ce qui a permis aux syndicats de prétendre avoir remporté de grandes victoires contre le gouvernement.

4) Le manque d'expérience de lutte contre l'austérité et la crise a d'abord laissé la classe ouvrière américaine désorientée devant le problème de la défense de ses intérêts face à une économie qui ne cesse de se détériorer. Les ouvriers de l'automobile, par exemple, ont plié devant l'argument selon lequel l'industrie de l'automobile était en difficulté, que la perspective était sombre et qu'en conséquence ils devaient éviter de demander de grosses augmentations de salaire (ils ont en fait accepté une baisse de salaire puisque le taux d'inflation approche 20 % par an).

Bien sûr, tout cela ne veut pas dire que la classe ouvrière ait été comme morte pendant ces dernières années. Il y a eu des grèves : à International Harvester (un des plus grands constructeurs de matériel agricole), dans les raffineries de pétrole, etc. Mais ces grèves sont restées complètement contrôlées par les syndicats et n'ont pas exprimé la même combativité que l'on a pu voir dans la grève des transports de New-York en avril. Cette grève a été la plus importante et la plus étendue des travailleurs municipaux ; elle a touché San Francisco, Chicago, Kansas City et Tampa.

D'après un rapport que le syndicat lui-même a publié, la coût de la vie à New-York s'est élevé de 54 % depuis 1975 tandis que le salaire des ouvriers du transport n'a augmenté que de 24 % -soit une baisse du salaire réel de 30 % (évidemment, les syndicats n'ont pas parlé de leur part de responsabilité dans cette détérioration du niveau de vie des ouvriers). Les ouvriers sont donc partis en grève pour demander une augmentation de salaire immédiate de 30 %. Contrairement aux ouvriers de l'industrie automobile, ils ne se sont pas laissés émouvoir par le fait que la ville de New York n'avait pas d'argent pour se permettre ces augmentations. Ils avaient besoin de nourrir et d'habiller leur famille et étaient disposés à lutter pour leurs intérêts. Cette défense intransigeante de l'intérêt de classe contre l'attaque de l'austérité est un élément nouveau qui peut entraîner des conséquences profondes pour le futur.

La ville de New York leur a proposé 4% d'augmentation de salaire.
Les ouvriers ont répondu à cette provocation en se rassemblant à 10 000, venant de toutes les différentes divisions de la ville, dans l'Hôtel de Ville, à l'appel des syndicats.
La combativité de cette manifestation dénotait clairement que les ouvriers municipaux avaient compris que depuis cinq ans ils se serraient la ceinture et acceptaient des sacrifices et que le gouvernement n'allait que leur demander d'accepter encore plus de sacrifices ; qu'il était temps de riposter.

La presse bourgeoise et la télévision ont évoqué le spectre d'une grève générale de tous les employés municipaux. La solidarité et la combativité qui sont apparues dans ce rassemblement étaient telles que les syndi-

(suite page 6)

REVUE DE PRESSE / face à l'accélération des préparatifs de guerre

LA FRONTIERE DE CLASSE ENTRE GAUCHISTES ET REVOLUTIONNAIRES SE VERIFIE

Les périodes de guerre et de révolution sont les occasions capitales pour la détermination des camps de classe. L'accentuation des antagonismes inter-impérialistes lors de l'invasion de l'Afghanistan a permis de mieux préciser la ligne de classe entre les groupes prolétariens et les groupes bourgeois agissant dans la classe ouvrière au nom de la révolution. Le F.O.R., (Ferment Ouvrier Révolutionnaire), le P.I.C. (Pour une Intervention Communiste)et le P.C.I. (Parti Communiste International) se sont maintenus sur le terrain internationaliste : malgré les confusions qui ont pu se manifester quant à l'analyse de la situation, ils ont clairement dénoncé les préparatifs de guerre des deux blocs, en affirmant qu'il n'y avait pas de camp entre les deux à choisir. Par contre, le mouvement gauchiste a, une nouvelle fois, confirmé son rôle contre-révolutionnaire au service des différents camps impérialistes.

● ***Les groupes maoïstes ont haussé encore d'un ton leur hystérie anti-russe et leur soutien ouvert à la propagande belliciste et chauviniste qui se développe dans le bloc impérialiste occidental. Quant au mouvement trotskyste, sur lequel nous allons plus particulièrement nous attarder, le jeu de nuances plus ou moins critiques de leurs positions ne masque pas le soutien fondamental que leur courant apporte à l'impérialisme russe.***

maoïstes

Le PCML, tout en faisant une condamnation générale des préparatifs de guerre, déclare :*"l'URSS a l'initiative dans cette course aux armements(..) En occupant maintenant l'Afghanistan, l'URSS cherche à renforcer son avantage militaire. En multipliant ainsi les agressions, elle crée les conditions du déclenchement,,dans les années à venir, de la troisième guerre mondiale."* Pour le PCML, l'impérialisme, du moins l'impérialisme principal, c'est l'URSS !

Son de cloche très voisin à l'UCFML, exprimant classiquement la ligne pro-occidentale du maoïsme.

"Ces années 78-79 ont vu un nombre très important d'agressions étrangères (Vietnam au Cambodge, Tanzanie en OUganda, France en Centrafrique et au Zaïre, en Mauritanie... URSS en Afghanistan,(...) qui révèlent l'instabilité internationale et l'initiative de la super-puissance soviétique... Nous devons faire campagne contre les nouveaux pétainistes que sont, sur le plan international, les sociaux-fascistes du PCF" ("Le Marxiste Léniniste" n° 30, février-mars 1980). Mais dans le soutien explicite au bloc américain, c'est l'OCF ml (Drapeau Rouge) qui remporte la palme: *"L'URSS, l'ennemi principal ? OUI ! Relever le défi soviétique comme le demande Carter ? OUI ! Mais qu'il en donne les moyens : qu'il donne les moyens aux peuples de se défendre eux-mêmes au lieu d'envoyer les Marines combattre à leur place. Et de ce point de vue la politique de Carter est encore bien trop timide. Il hésite à vendre de l'armement à la Chine populaire, comme au Pakistan, il veut les contrôler en Europe. Pourtant c'est la seule façon raisonnable et réaliste de contrer l'URSS."* ("Drapeau Rouge" n° 78, 22 mars 1980).

trostkystes

Si les groupes maoïstes se sont rangés derrière le bloc américain à travers une dénonciation du seul impérialisme russe, le mouvement trotskyste, , a été, dans une certaine mesure, embarrassé par rapport à l'intervention russe en Afghanistan, d'autant plus que le PCF adoptait une position de soutien sans ambiguïté du bloc russe. Seule la petite secte de la Ligue Trotskyste de France, liée à la tendance spartaciste au niveau international, aimant à jouer aux trotskystes "purs et durs", a pu se permettre d'aller plus loin que le PCF dans le soutien à l'URSS impérialiste en saluant l'armée rouge dans sa presse : *"Dans le conflit qui oppose les soldats soviétiques appuyant le Parti démocratique du peuple d'Afghanistan nationaliste, à des forces féodales et pré-féodales assistées par l'impérialisme, les marxistes sont du côté des tanks soviétiques.Vive l'Armée Rouge!"* (le Bolchevik n°15)

Cette position, a du moins le mérite d'exposer clairement le caractère bourgeois d'une tradition trotskyste que ses représentants les plus en vue devant la bourgeoisie, les plus influents dans la classe ouvrière sont obligés d'exprimer avec une plus grande subtilité. Ainsi, la Ligue Communiste Révolutionnaire regrette les méthodes utilisées par l'impérialisme russe mais en définitive estime que celui-ci représente une force progressiste face aux féodaux afghans et à l'impérialisme occidental ; d'ailleurs la LCR tient à rappeler ses états de service à la solde de l'impérialisme russe dans le passé même si aujourd'hui elle est un peu réticente : *"En son temps, nous avons soutenu l'intervention cubaine en Angola, quand elle était décisive pour battre les guérillas contre-révolutionnaires appuyées par les mercenaires racistes de l'Afrique du Sud. Nous avons réclamé que les Etats ouvriers aident massivement le FNL sud-vietnamien en butte à l'impérialisme US"* (ROUGE, n° 904). C'est de la même logique pseudo-anti-impérialiste dont se réclame le groupe LUTTE OUVRIERE pour reprocher à l'URSS de n'avoir pas su assumer ce rôle : *"Quand l'URSS a-t-elle cessé de se croiser les bras devant les massacres de l'impérialisme ? Où a-t-on vu les troupes russes porter secours à un peuple directement ou indirectement combattu par l'impérialisme ? Au Nicaragua, Au Vietnam ? Plus loin dans le temps, en Indonésie, à Saint-Domingue ? Non, "l'expérience vécue", pour reprendre le terme de Marchais, montre que les deux seules fois depuis l'après-guerre où les troupes russes ont franchi une frontière étrangère, ça a été pour écraser une révolution en Hongrie, en 1956, et mater les velléités d'indépendance de toute une population en Tchécoslovaquie, en 1968. Et aujourd'hui encore, si elles ont passé la frontière afghane, c'est pour mettre au pas un peuple, qui suit sans doute des dirigeants religieux réactionnaires et des féodaux, mais qui manifestement n'est plus libre de choisir, même formellement, son propre régime social."* (Lutte Ouvrière n° 608).

L.O. "condamne" donc l'intervention russe en Afghanistan uniquement du point de vue mensonger des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce qui est d'ailleurs l'argument propagandiste des camps impérialistes en présence : c'est au nom de ce droit que l'URSS est entrée en Afghanistan afin de protéger un gouvernement allié des manoeuvres des impérialismes rivaux. Mais, pour L.O., que le ridicule ne tue pas, cette intervention ne s'oppose pas à l'impérialisme américain et même serait au contraire *"une politique qui profite aussi à l'impérialisme américain"* (Lutte Ouvrière n° 606). Bref, la "bureaucratie" russe serait le gendarme de l'impérialisme américain dans cette région ! L'O.C.I. a des arguments beaucoup plus sophistiqués pour "dénoncer" l'intervention russe, d'abord parce qu'elle *"nie le droit du peuple afghan à disposer de lui-même"* ("Informations Ouvrières" n° 932). Pour l'O.C.I., l'intervention russe *"ne représenta pas, sous quelque forme que ce soit, une mesure qui relèverait de la défense de l'URSS contre une aggression impérialiste. Elle facilite au contraire le déploiement contre-révolutionnaire de l'impérialisme."* Pour l'O.C.I. qui bavarde par ailleurs sur une pseudo-situation révolutionnaire dans le monde, l'URSS "saboterait" la lutte des classes par ses interventions militaires intempestives qui nuisent à l'image de marque des Etats ouvriers ; c'est d'ailleurs la même préoccupation qui explique les réticences de la LCR évoquées plus haut...

Derrière toutes ces dérobades contre-révolutionnaires qui expriment l'embarras des trotskystes, se révèle une idée fondamentale : l'URSS n'est pas impérialiste. L'impérialisme c'est le seul bloc occidental. Comme si le phénomène de l'impérialisme n'impliquait pas deux forces capitalistes antagonistes !

Malgré toute sa rouerie, c'est la LCR qui finit par cracher la vérité trotskyste, quelques semaines après l'implantation de l'Armée Rouge en Afghanistan : *"Vu la situation créée, le retrait des forces soviétiques signifie de fait l'effondrement de la lutte contre la réaction afghane et le renforcement des positions de l'impérialisme (donc le bloc occidental, NDLR) dans cette partie du monde. Voilà pourquoi nous ne menons pas dans la situation actuelle campagne pour leur retrait, même si nous n'avons aucune illusion sur les objectifs de l'URSS"* (Rouge 18/4).

Que les prolétaires ne se fassent pas plus d'illusion sur les trotskystes, en cas de conflit ouvert entre les deux blocs, ces derniers mettront, autant qu'ils le pourront, le sang des ouvriers au service du capitalisme soviétique.

Qu'ils expriment franchement ou de façon critique leur soutien à l'URSS, tous les groupes trotskystes se retrouvent du même côté pour perpétuer que l'URSS et son bloc ne sont pas capitalistes, mais un bloc "ouvrier" mal dirigé, n'assumant pas son rôle révolutionnaire.

D'une façon générale, leur rôle bourgeois, les groupes trotskystes l'ont surtout accompli aux côtés de la gauche, en minimisant les dangers d'une troisième guerre mondiale, en détournant les ouvriers de l'internationalisme et de la compréhension de l'importance historique de leur lutte.

Tito : un des leurs

● Tito est mort. Il s'est éteint après une longue et douleureuse maladie, celle de sa succession. Il a battu le record de la plus longue agonie qu'avait établi Franco et que n'avait pu battre Boumédienne. Aujourd'hui, aucune bourgeoisie nationale ne peut laisser mourir en paix son chef d'Etat sans avoir réglé auparavant sa succession.

Tout le monde pleure la mort de Tito : le bloc américain, le bloc russe, la droite, la gauche ... et les gauchistes. Tito aura été "un grand homme" d'Etat qui a su s'opposer à Staline", redonner son "indépendance" à la Yougoslavie (grâce à l'aide américaine !), il était l'homme de la "détente" et de la paix, de la "démocratie"... mais surtout, il fut capable de renforcer l'exploitation de la classe ouvrière, de développer au maximum le mythe des luttes de libération nationale, du non-alignement.

Tout le monde pleure cet éminent représentant de la bourgeoisie, sauf le prolétariat qui sait dans sa chair et dans son sang qui était Josip Broz dit Tito : son bourreau et son exploiteur. C'est lui qui organisa la répression des vrais communistes (lui, qui massacra aussi les trotskystes qui le glorifient aujourd'hui), lui qui sous couvert d'autogestion, a renforcé la militarisation et l'encadrement des ouvriers, a institué l'illégalité de la grève.

Ce que la bourgeoisie reconnait en Tito, c'est le nationalisme exacerbé qu'il a développé, nationalisme qui est la caractéristique profonde de toute bourgeoisie. La Résistance, le mouvement des non-alignés sont les faits de gloire de Tito. Pour la classe ouvrière, ils ne sont que le renforcement des chaînes qui l'ont lié à la classe dominante et à ses intérêts. Laissons la bourgeoisie enterrer ses morts.

etats unis: le prolétariat commence à lutter

(SUITE DE LA PAGE 5:)

cats ont exclu la possibilité d'accepter une offre de 7 % d'augmentation des salaires, s'ils voulaient continuer à avoir le contrôle du mouvement.

L'autre aspect important de cette grève est le fait qu'elle était illégale et que les sévères pénalités qui menaçaient les ouvriers, prévues par la loi, ne les ont pas refroidis (amendes de deux jours de salaires pour chaque journée de grève).

Si, en général, la grève est restée dans le cadre syndical, il y a eu cependant un certain nombre d'incidents qui révèlent une tendance croissante chez les ouvriers à rompre avec la non-lutte, le "reste à la maison et regarde les syndicats à la télé". Cinquante piquets de grève se sont rendus au garage d'une compagnie privée d'autobus qui transportaient des passagers du quartier résidentiel du Bronx au centre ville. Les chauffeurs de la compagnie privée ont obéi aux piquets. D'autres grévistes ont bloqué la circulation sur des autoroutes pendant les heures de pointe et se sont attaqués à d'autres autobus privés. Une centaine d'ouvriers ont saboté un meeting communal que tenait le maire Koch qui a pris une position de fermeté intransigeante contre les grévistes. On ne sait pas si ces initiatives ont été prises par des délégués syndicaux, par des fractions dissidentes dans les syndicats ou, de manière indépendante, par les ouvriers eux-mêmes ; mais le fait est qu'elles ont été prises en dehors du cadre officiel du syndicat. Elles donnent une idée de la potentialité qui existait d'extension et de généralisation de la grève.

La grève s'est terminée par une défaite. L'organe exécutif du syndicat a décidé de soumettre au vote une offre du gouvernement de 9 % d'augmentation pour la première année, 9 % la deuxième année, plus un rajustement de 4 % en fonction du coût de la vie. Là, les soi-disant "dissidents" du syndicat qui ont l'ambition d'en prendre un jour la direction, ont démontré qu'eux-mêmes n'ont rien d'autre à offrir aux ouvriers qu'une phraséologie à apparence plus "radicale": ils ont dénoncé le nouveau contrat et ont appelé à le rejeter, mais ils ont été unanimes avec les dirigeants actuels pour appeler à la reprise du travail.

La réticence des ouvriers à la reprise du travail a été vite dissipée parce qu'ils n'ont pas réussi à s'organiser indépendamment des syndicats et à se méfier du piège des dissidents prétendument plus radicaux.

C'est dans des luttes comme celle-là que les ouvriers prennent conscience de la nécessité de se libérer du carcan syndical. C'est le nombre croissant de révoltes ouvrières contre l'austérité qui pourra arrêter l'intensification des préparatifs pour la guerre. Les grèves qu'ont menées les travailleurs municipaux (secteur le plus durement touché par la crise ces dernières années) et qui ont éclaté à différents endroits du pays, démontrent que la bourgeoisie américaine n'a pas les mains libres du côté social. Les ouvriers des U.S.A, comme leurs frères de classe des autres pays, n'ont pas été vaincus, historiquement parlant. Ils ne font que commencer à se battre.

J. Grevin - U.S.A.-

VIE DE L'ORGANISATION



REUNIONS PUBLIQUES

AIX EN PROVENCE
Permanence: Mercredi 11 juin de 19 à 20h, Café de la Madeleine, place des Prêcheurs.

BORDEAUX
Réunion publique : Samedi 21 juin, à 17h, Café Victor-Hugo, 52, Cours Victor Hugo, sur le thème : "PC-PS : la gauche de la bourgeoisie s'arme contre la classe ouvrière."

DIJON
Permanence: Mardi 10 juin à 18h, Campus Montmuzard, Bd Gabriel, Pavillon St Bernard (1° étage)

LILLE
Réunion publique : Samedi 21 juin, à 14H30, au 23 rue Gausselet, sur le thème: "Qu'est-ce que la dictature du prolétariat ?"

MARSEILLE
Permanence: Vendredi 20 mai, de 18h à 19h, Bar "Les Danaïdes" (Canebière) square Stalingrad-13001.

MONTPELLIER
Réunion publique: Samedi 14 juin, à 17h, au 17bis, rue Chaptal, salle "La Gerbe", sur le thème:"PC-PS: la gauche de la bourgeoisie s'arme contre la classe ouvrière."

NANTES
Réunion publique: Samedi 14 juin, à 17h, Centre Social des Bourderies, Nantes-Chantenay, sur le thème:"Guerre ou révolution".
Permanence: les 28 mai et 25 juin, au Café de l'Hotel de Ville.
Contact avec les diffuseurs: au marché Talensac, le 2ème samedi du mois, de 10 H 30 à 11 H 30.

PARIS
Réunion publique: Samedi 7 juin, à 17 h, au 27 avenue de Choisy, Paris 13ème (salle verte, 1er étage), sur le thème: "Le regroupement des révolutionnaires."
Permanence: tous les samedis, sauf le samedi de la réunion publique, à 16 h, même adresse (salle orange).

Le samedi 24 mai, exceptionnellement la permanence n'aura pas lieu.

Le CCI sera présent à la fête de Lutte Ouvrière les 24, 25, et 26 mai.

Une permanence sera assurée à son stand. Par ailleurs, trois forums auront lieu:

-samedi 19 heures, sur le thème;
Iran, Afghanistan, la bourgeoisie prépare la guerre, préparons la révolution.
-dimanche, 20 heures, sur le thème; Unis ou désunis, partis de gauche, syndicats, gauchistes, toujours contre la classe ouvrière.
-lundi 16 heures, sur le thème; Face à l'enjeu guerre ou révolution quelles tâches pour les révolutionnaires.

SAINT-NAZAIRE
Réunion publique: Samedi 7 juin, à 17 h, Foyer de Jeunes Travailleurs, sur le thème: "Guerre ou révolution." Contacts avec les diffuseurs: au marché, le 2ème dimanche du mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

TOULOUSE
Réunion publique: Vendredi 20 juin, à 21 h, Cité universitaire de l'Arsenal, Bâtiment C, sur le thème:"PC-PS: la gauche de la bourgeoisie s'arme contre la classe ouvrière".
Permanence; tous les vendredis, à 18 h 30, au Bar "Le Colbert", avenue St Exupéry (Pont des Demoiselles)
Contacts avec les diffuseurs: au marché aux légumes sur le boulevard de Strasbourg (près place Jeanne d'Arc) les 2ème et 4ème dimanche du mois, et au marché aux puces (St Sernin) le 2ème dimanche du mois, de 11h à 13h.

TOURS
Réunion publique: le samedi 7 juin, à 17h, au Centre paroissial, église St Paul, (près place Thiers), sur le thème: "Guerre ou révolution".





PUBLICATIONS DU CCI

accion proletaria
Ecrire à l'adresse comme suit : (sans autre mention) APARTADO DE CORREOS 19-18 Valencia (Espagne)

internationalism
PO Box 961 Manhattan Station 365, West 125 St. New York, N.Y. 10027 (USA)

internationalisme
BP 13 Bruxelles 31 1060 Bruxelles

internacionalismo
Apartado postal 20674 San Martin Caracas 102 (Vénézuéla)

rivoluzione internazionale
CP 469 80100 Napoli (Italie)

wereld revolutie
Postbus 11 549 1001 Gn AMSTERDAM

world revolution
Ecrire à l'adresse comme suit : BM Box 869 London WC IV 6 XX

weltrevolution
écrire à l'adresse comme suit sans autre mention : Postfach 410308 5000 Köln 41

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du CCI.
Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.
Elle se fixe les tâches suivantes :
- *la publication de prises de positions et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;*
- *la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;*
- *la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.*

REVUE INTERNATIONALE N°21

- Révolution ou guerre
- Le gauchisme en France depuis 10 ans
- L'organisation du prolétariat en dehors de période de luttes ouvertes (noyaux, cercles, groupes, etc.)
- Sur le capitalisme d'Etat (Internationalisme 1952).
- Les théories de la crise dans la gauche hollandaise.

BROCHURES
- *Nation ou classe*
- *Congres de R.I. 78*
- *Organisations communistes et conscience de classe*
- *Les syndicats contre la classe ouvriere*
- *Plate-forme de R.I.*

INTERNATIONALISME N°41

-British Steel
-Sidérurgie: l'avenir qu'on nous promet
-Conventions collectives
-un plan pour les mines
-Troisième Congrès d'Internationalisme.
-Conférence des dockers
-Le PCI et les syndicats
-Organisation de la classe

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75 027 Paris Cedex 01

Abonnements couplés
12 numéros du Journal et 4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement

France	Etranger	Par avion
40 F	50 F	70 F

Abonnements et versements à : R.I. CCP 2023302 X Paris

Directeur de Publication : D.Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267
Diffusé par les N.M.P.P.
Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

SALUT A INTERNATIONELL REVOLUTION

Plus que jamais, à l'heure où le capitalisme accélère ses préparatifs de guerre, est nécessaire l'intervention internationale organisée des révolutionnaires auprès de leur classe, pour contribuer au processus de développement de la lutte contre le capitalisme et de sa conscience.
En Suède, des révolutionnaires se sont regroupés pour constituer le noyau d'une future nouvelle section du CCI. La formation de ce noyau en Suède intervient au moment même où ce pays, naguère salué comme un modèle de capitalisme "démocratique" et "social" est soulevé par une des plus fortes poussées ouvrières de son histoire. Et c'est un encouragement plus particulier, non seulement pour nous, mais pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire, que la même volonté de combat réemerge simultanément dans le prolétariat suédois et les fractions de révolutionnaires qu'elle sécrète.
Une telle volonté s'est concrétisée par l'intervention active de nos camarades, à peine regroupés dans la lutte, à travers un tract que nous reproduisons dans ce journal, et la publication d'une nouvelle revue.
Salut à Internationell Revolution !
écrire l'adresse comme suit:
IR
BOX 21 106, 10031 Stockholm- Suède

edition speciale

EN REACTION A L'AMPLEUR DE LA GREVE DE LA SIDERURGIE EN ANGLETERRE, ET A L'AGGRAVATION DE LA SITUATION MONDIALE, NOTRE SECTION EN GRANDE-BRETAGNE A PUBLIE UN NUMERO SUPPLEMENTAIRE SOUS LA FORME JOURNAL



IRAN : UN 'FIASCO' REUSSI : UN MESSAGE DE GUERRE

Au-delà du fait divers, au-delà des otages, le "raid manqué" des U.S.A. a signifié de façon claire l'orientation de plus en plus guerrière de la politique américaine : appel au bloc à se resserrer derrière les U.S.A., menaces d'intervention directe, politique de "fermeté" correspondant à un temps où la menace de guerre se précise inexorablement devant l'absence d'autres issues à la crise interne du capitalisme. De ce point de vue, l'opération a été un franc succès pour le capital américain.

"Iran : le fiasco" titraient presque tous les journaux du monde au lendemain du raid. Fiasco pour la libération des otages, peut-être. Mais là n'est pas -loin s'en faut- la principale préoccupation de la bourgeoisie américaine. L'échec, la vulnérabilité des U.S.A. n'est que l'apparence. Au fond de l'affaire, le raid a joué son rôle :

- il a averti la bourgeoisie iranienne qu'il devenait urgent de rétablir l'ordre dans un pays situé dans une zone cruciale de tensions entre les blocs ;
- il a averti les pays d'Europe de l'Ouest qu'il était temps de manifester leur appui à la politique dominante du bloc, ce qu'ils se sont empressés de faire ;
- il a averti l'URSS qu'il était inutile de profiter de la situation en Iran pour continuer la percée commencée en Afghanistan.

Bref, il a été l'avertissement que les U.S.A. estimaient que les choses devenaient plus graves et qu'il fallait se préparer mieux à l'éventualité d'une guerre. Le message semble avoir été très clairement entendu par les principaux intéressés.

N'y voir que la mégalomanie de Carter, la faillite d'une campagne électorale ou l'aspect roman policier de "l'accident", c'est rester prisonnier de l'anecdote. Ceux qui se sont limités à ça lors de l'attaque de la flotte américaine à Pearl Harbour par les Japonais en 1941, n'ont appris que beaucoup plus tard que, pour la bourgeoisie américaine cela n'avait pas été une "attaque surprise", comme toute la propagande officielle le répétait. Le gouvernement avait laissé faire Pearl Harbour pour créer nationalement le climat nécessaire à l'entrée des U.S.A dans la deuxième guerre mondiale. Il y a des événements qui, apparemment, affaiblissent la bourgeoisie, mais qui, dans le fond, lui servent...

l'importance de l'IRAN pour les U.S.A.

Avec le raid, l'impérialisme américain a signifié ouvertement qu'il ne pouvait plus tolérer pareil désordre, un tel éclatement de pouvoirs, une telle incapacité à produire et, surtout, une armée qui n'est pas opérationnelle en cas de conflit international dans la zone : avant tout, l'éclatement de l'armée iranienne sous la pression sociale a privé les USA de leur principal rempart contre l'URSS dans la région.



"LA PROCHAINE ETAPE, LA SEULE QUE JE PUISSE VOIR, SERAIT UNE SORTE D'ACTION MILITAIRE..." (Carter)

Un raid manqué, mais un avertissement réussi en vue de la préparation à la guerre.

A plus long terme, les USA ne voient pas d'un bon oeil le ralentissement spectaculaire de la production de pétrole : même si pour le moment les stocks des réserves occidentales (Vénézuela, Emirats, Arabie Saoudite...) sont largement suffisants, en cas de guerre, le pétrole iranien peut venir à manquer... là aussi, c'est l'instabilité sociale qui est en cause, l'état iranien n'arrivant plus à faire produire les ouvriers...

C'est en ces termes de rapports de forces en cas de guerre que la bourgeoisie américaine s'est posé le problème ; c'est en fonction de cet objectif qu'elle a estimé qu'elle ne pouvait plus se contenter d'attendre de trouver une impossible voie "négociée", "démocratique".

Le problème est de taille. Depuis la chute du Shah, provoquée par un mouvement de fond renforcé par les luttes ouvrières, il n'y a pas de pouvoir réel en Iran : l'Etat est paralysé : toutes ses décisions sont soit contrariées par des discussions en son sein, soit sans autorité sur les multiples couches sociales qui sont entrées en lutte ouverte : la classe ouvrière, les religieux, les minorités nationales, les forces paramilitaires "islamiques" ou "de gauche" (feddayins, mudjahidins), les étudiants, transgressent sans arrêt les "lois". La société, destabilisée par une poussée où la classe ouvrière a joué un rôle certain, a continué après le départ du Shah à éclater en tendances contradictoires. L'armée, presque totalement décomposée, se remet à peine sur pied. Avant le raid, le gouvernement de Bani Sadr avait déjà multiplié les efforts tous azimuts pour rétablir l'autorité de l'Etat. Depuis, la répression n'a fait que s'amplifier. Face aux "écarts" des milices islamiques, Bani Sadr était jusqu'à présent mitigé. Mais quand elles ont fait un carnage dans une université (26 morts, 460 blessés), il a déclaré ouvertement son soutien en menaçant : "je suis capable d'appeler 36 millions d'Iraniens à marcher sur le Kurdistan, les usines, tous les foyers de 'désordre'". Bani Sadr peut s'appuyer sur l'Islam contre les Kurdes, les ouvriers, les étudiants, les forces bourgeoises "de gauche" et sur ceux-ci contre l'Islam. Mais ce n'est pas ce qui garantit que l'Etat reprenne une force réelle.

Quelle que soit la réussite profonde de la tentative de remise en ordre en Iran, le durcissement de la répression va dans le sens des besoins de plus en plus pressants de la bourgeoisie américaine.

Pourquoi une telle impatience de la bourgeoisie américaine qui, jusqu'à présent, avait misé, après l'effondrement de son espoir placé dans le Shah, sur l'imposition d'une tendance industrielle de la bourgeoisie, appuyée sur l'armée, sans coup de force ?

l'orientation vers la "FERMETE"

. L'URSS

"Toute tentative extérieure pour prendre le contrôle de la région du Golfe serait considérée comme étant une attaque contre les intérêts vitaux des USA et serait repoussée par tous les moyens, y compris les armes." (déclaration de Carter en janvier). C'est en ces termes que s'adressent aujourd'hui les USA à l'URSS, signifiant qu'une nouvelle percée de l'URSS au delà de l'Afghanistan entraînerait la confrontation directe des deux armées.

C'est aussi pour soutenir ces déclarations que les USA ont organisé un raid "d'avertissement" disant en clair : l'URSS a profité de l'instabilité sociale en Iran pour avancer ses pions en Afghanistan, sachant que la principale armée de la région était hors d'état de nuire, mais, la prochaine fois, c'est l'armée américaine qui se trouvera en face.

. L'Europe

Pour menacer, il faut être fort, et la deuxième face du "message" contenu dans le "fiasco" était le coup de poing sur la table de la plus grande puissance occidentale : le 13 avril, Carter faisait des déclarations sur quatre chaînes de T.V. d'Europe, posant un ultimatum aux "alliés".

C'était une mise en garde contre l'attitude "indépendantiste" de certains pays européens, rappelant que dans le contexte de crise générale, les USA avaient les moyens d'imposer leur politique, malgré les différends exprimés sur les sanctions envers l'URSS. Le 28 avril, au sommet européen du Luxembourg, le seul point d'accord entre les européens fut : l'appui à l'intervention américaine...

. Les U.S.A.

Pour être forts, il faut aussi avoir une certaine cohésion sociale. Le "fiasco" des USA a-t-il été cette faillite au niveau intérieur que la presse a voulu présenter ? Il n'a pas "provoqué" une crise au sein de la bourgeoisie américaine : il y existait deux tendances bien affirmées et l'opération n'a fait que mettre au grand jour ce qui existait déjà : l'ascension de la tendance dure de la bourgeoisie américaine, les "faucons" : ceux qui manient le bâton tendent à prendre le devant de la scène.

Au niveau social aussi, c'est la même tendance à la fermeté qui prime : les baisses de salaires vont de 10 à 20 % par an et les licenciements pleuvent. Mais, apparemment, les rebondissements des campagnes d'intoxication commencent à perdre leur effet soporifique (voir l'article sur la grève des ouvriers du transport de New-York dans ce numéro).

Pour relancer une solidarité nationale vacillante en temps de crise, l'intervention américaine a été aussi utile à la bourgeoisie américaine. Loin de soulever un tollé, elle a permis de renforcer la campagne : "faibles, humanistes, pacifistes, les USA sont attaqués ; défendons-nous, renforçons notre armée". Présentée comme une opération non-violente dans un but humanitaire, l'"échec" de l'intervention n'en a été que plus émouvant...

Les "faits divers" de ce genre, les imbroglios diplomatiques, les langages codés de la bourgeoisie ne doivent pas nous enfermer dans leur logique. Cette logique, c'est celle d'un monde qui est acculé à la guerre mondiale.

Le foyer de tensions de la région d'Iran concentre toujours les deux grandes tendances du monde actuel : la tension vers la guerre et la tension sociale, le bouillonnement de la majorité de la société, celle qui subit aujourd'hui la crise et à qui on prépare demain la guerre. Mais c'est au niveau mondial qu'il importe de comprendre tous les événements actuels, pour pouvoir déterminer quelle est la tension qui l'emporte sur l'autre.

D.N.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en france du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● *Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.*

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● *La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.*

● *La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.*

● *Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.*

● *Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.*

● *A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.*

● *Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.*

● *Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.*

● *Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.*

● *Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".*

● *Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.*

● *NOTRE ACTIVITE*

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.